



associationaspri@free.fr
site : aspri.hautefort.com

ASPRI

**Association pour la Survie des étangs et de la mer
et la Protection contre les Risques d'Inondation**
31 rue des Lamparos - 34250 - Palavas les Flots
Tel: 04 67 68 94 74

A monsieur le Président de la Métropole

Objet : nécessaire modernisation de MAERA

Palavas le 26/08/2020

Monsieur le président,

Notre association a pour but de protéger le littoral, c'est-à-dire la population, les étangs et la mer qui subissent les effets négatifs d'une situation d'aval qui provoque pollution et inondations, sans que la population palavassienne notamment y soit pour rien. Nos relations avec votre prédécesseur peuvent se caractériser par une non réponse à nos courriers. C'est pourquoi un grand espoir renaît avec vos premières déclarations.

En 1999, dans le projet d'extension de la Céreirède était indiqué au paragraphe 1 *"augmenter la capacité de traitement de la station sur la base d'une population à raccorder de 370 000 habitants (470 000 équivalents -habitants norme européenne en tenant compte des variations) avec un traitement biologique conforme à l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1997 appliquant la norme européenne du 21 mai 1991 pour un rejet en mer et atteindre l'objectif de qualité 2 pour les eaux du Lez."*

Cela devait permettre de répondre à l'expansion démographique et de régler le problème des communes envoyant les eaux usées plus ou moins bien traitées dans les étangs ou le Lez. La commune de Palavas a ainsi été raccordée à Maera et d'autres ont suivi, la population du grand Montpellier continuant par ailleurs à croître.

Après quelques années d'amélioration, à partir de 2015 des signes inquiétants sont apparus, et qui ne cessent de s'aggraver.

- Une accumulation anormale de limon autour de la sortie en mer de l'émissaire porte gravement atteinte à la qualité des fonds et à la biodiversité et donc à la pêche et au tourisme.
- Des fissures ont été signalées dans le trajet sur terre de l'émissaire, qu'il a fallu réparer, conséquence d'une pression extrême.
- La plage de Palavas rive droite a été interdite à la baignade deux jours en août 2019.
- Les compagnons de Maguelonne ESAT caritatif ne peuvent plus vendre leurs coquillages de l'étang du Prévost, ce qui représente une grosse perte de revenus.
- Des déversements directs dans le Lez d'eau usée non traitée (by-pass) ont été reconnus car aucune autre solution n'existait

Sans avoir besoin d'être un expert qualifié, l'Association interprète ces signes qui suivent une période d'amélioration comme la preuve que MAERA est inadaptée au nombre d'habitants raccordés actuellement. Selon les chiffres officiels MAERA ne rejetterait que 29 millions de m³ traitées par an alors que son débit maximum admissible serait de 47,5 millions de m³. La différence entre les deux chiffres explique probablement l'aggravation, les 29 millions de m³ étant dépassés sans que la capacité de traitement ait augmenté. Seul un contrôle continu automatique en mer de la qualité des eaux rejetées pourrait apporter une réponse. Nous le demandons en vain.

Une autre constatation est sans appel. Selon le projet de 1999 les événements pluvieux étaient pris en compte. (paragraphe 2) Or l'hiver 2019 (35 mm sur Montpellier) a été exceptionnellement sec et pourtant il y a eu by-pass dans le Lez. C'est selon nous la preuve que la capacité de traitement est devenue problématique même lorsqu'il ne pleut pas.

Vous comprenez Monsieur le Président que les conséquences pour Palavas peuvent être catastrophiques. Notre maire n'en dit rien car il a peur de ternir le pavillon bleu, mais la population n'est pas dupe.

Votre prédécesseur après avoir annoncé la modernisation de MAERA a stoppé le projet. Nous espérons que vous allez le reprendre.

Dans cette optique nous avons des suggestions :

- Nous aimerions connaître le débit de pointe maximal (actuellement 4 m³/sec) prévu lors de la modernisation et la capacité de stockage provisoire des eaux usées lors des gros orages.
- Il nous semble que la réutilisation d'une certaine quantité de rejets en eau traitée à usage des espaces verts et des terres agricoles devrait être envisagée. Cela se pratique à Milan San Rocco, une des quatre stations de Milan, depuis 2004 et avec succès. Le coût du traitement plus complet nécessaire serait compensé par la diminution des achats d'eau à BRL lors des étiages.

- Obliger toutes les communes branchées à séparer les eaux usées et le pluvial.
- Interdire le branchement de nouvelles communes qui ne respecteraient pas cette condition.

Restant à votre disposition pour tout complément ou toute concertation nous vous prions
Monsieur le Président, d'agréer l'expression de nos sentiments dévoués.

Le président de l'ASPRI

Jean-Pierre Molle.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JP Molle', with a large, sweeping horizontal stroke underneath.